

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 17/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

4 rue Saint-Martin
13310 Saint-Martin-De-Crau

Références : STE-BARBE_EPC-FRANCE_2026-02-10_RAPVI-PPC_CP_02568
Code AIOT : 0006201797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement EPC FRANCE implanté 17 RUE DE LIBAVILLE CHEUBY 57640 Sainte-Barbe. L'inspection a été annoncée le 12/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- 17 RUE DE LIBAVILLE CHEUBY 57640 Sainte-Barbe
- Code AIOT : 0006201797

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société EPC France anciennement Nitro-BickFord est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations de stockage sur la commune de Sainte-Barbe par arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 modifié.

Le site est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantités stockées	Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 2 modifié	Sans objet
2	Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points contrôlés n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées (l'inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantités stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2000, article 2 modifié
Thème(s) : Risques accidentels, quantités stockées
Prescription contrôlée : L'article 2 de l'arrêté préfectoral n°2000-AG/2-200 du 9 juin 2000 est modifié par arrêté préfectoral DCAT/BEPEn°2025-441 du 8 décembre 2025 comme suit : tableau non reproduit (données confidentielles)

<p>Constats :</p> <p>Vu l'état des stocks de l'exploitant, l'inspection a constaté que les capacités maximales autorisées étaient respectées le jour de la visite. Le présent constat est détaillé en annexe confidentielle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Mise à jour du POI (Plan d'Opérations Internes) et Réalisation d'exercice

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version du POI de l'exploitant date de février 2026 "POICHEUBY0920". L'exploitant a réalisé son dernier exercice POI en date du 7 mars 2025. Les fréquences sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opération Interne)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté la "Détermination des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important -Dépôt de Cheuby" réalisée le 13/01/2026 et justifiant la caractérisation des substances à rechercher en fonction des zones de feu, établie sur la base des éléments du Guide professionnel à l'usage des industriels de la Chimie et du Pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie - DT n° 126 et du guide de France Chimie. Ce constat n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opération Interne)
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...]
Constats : L'inspection a examiné : - la fiche POI - STRATEGIE DE PRELEVEMENT ET D'ANALYSES DES PRODUITS DE DECOMPOSITION EN CAS D'INCENDIE. - le chapitre 5.8.2 du POI relatif à la stratégie des premiers prélèvements environnementaux (PPE). L'organisation est détaillée en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI (Plan d'Opération Interne)
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.[...] Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
Constats :

L'exploitant fait appel à un prestataire extérieur compétent en matière de prélèvement et d'analyse pour assurer l'astreinte pour les premiers prélèvements environnementaux (PPE). Le test du numéro d'astreinte mentionné dans le POI réalisé lors de l'inspection n'amène pas d'observation de la part de l'inspection.
La prestation est détaillée en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite